



Ministère de la Culture
Direction régionale des Affaires culturelles de la Nouvelle-Aquitaine

**Cahier des clauses administratives particulières – CCAP –
Publication d’ouvrages dans la collection
de la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC)
Nouvelle-Aquitaine**

Le présent contrat comporte 10 pages numérotées de 1 à 10

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Article 1 : Les cocontractants	Page 3
Article 2 : Objet du marché	Page 3
Article 3 : Mode de consultation et forme du marché	Page 3
Article 4 : Représentation du pouvoir adjudicateur	Page 3
Article 5 : Représentation du titulaire	Page 3
Article 6 : Sous-traitance	Page 4
Article 7 : Pièces contractuelles	Page 4
Article 8 : Durée du marché et délais d'exécution	Page 5
Article 9 : Conditions d'exécution des prestations (voir CCTP)	Page 6
Article 10 : Droits de propriété intellectuelles (voir CCTP)	Page 12
Article 11 : Pénalités	Page 14
Article 12 : Prix	Page 14
Article 13 : Règlement	Page 15
Article 14 : Assurances	Page 17
Article 15 : Clause de garantie	Page 18
Article 16 : Résiliation	Page 18
Article 17 : Litiges	Page 18
Article 18 : Dérogations aux documents généraux	Page 18

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – LES COCONTRACTANTS

1. 1. Le pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur du présent marché est le ministère de la Culture, Direction régionale des Affaires culturelles de la Nouvelle-Aquitaine, représenté par la Directrice régionale des affaires culturelles, Madame Maylis DESCAZEAX, agissant par délégation de Monsieur la Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la publication d'ouvrages dans la collection de la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine

ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ ET MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles R. 2123-1 et R. 2113-4 à R. 2113-6 du décret 2018-1075 du 03 décembre portant partie réglementaire du code de la commande publique. La forme du marché est celle d'un marché à tranche avec une tranche ferme et trois tranches optionnelles.

ARTICLE 4 – REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les représentants du pouvoir adjudicateur sont :

- **représentants administratifs et financiers :**

Mme Emmanuelle SCHWEIG, secrétaire générale de la DRAC

- **représentants techniques chargés du suivi de la prestation et de la constatation du service fait :**

– M. Christophe BOUREL LE GUILLOUX, Conservateur régional des monuments historiques de la DRAC Nouvelle-Aquitaine, pour « Les journées européennes du patrimoine »

ARTICLE 5 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l’engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu’il a fournis pour l’acceptation d’un sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l’entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l’exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l’acceptation de chaque sous-traitant et de l’agrément de ses conditions de paiement par la DRAC Nouvelle-Aquitaine. En cas de non-respect de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, conformément à l’article 32 du CCAG-PI.

Cette acceptation et cet agrément interviennent soit avant conclusion du marché, soit en cours d’exécution selon les dispositions prévues à la partie 3.6 de l’article 3, du CCAG-PI.

ARTICLE 7 – PIÈCES CONTRACTUELLES

7. 1. Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l’ordre ci-après :

- l’acte d’engagement et ses annexes (la présentation d’un sous-traitant, s’il y a lieu ; la mise au point, avenants...) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé, daté et signé ;
- le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) paraphé, daté et signé ;
- la proposition technique et financière du titulaire datée et signée ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), option A, approuvé par l’arrêté du 16 septembre 2009 ;

L’exemplaire du contrat signé par les parties est conservé dans les archives de l’administration fait seul foi.

7.2 – Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s’intégrer au présent contrat. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

8.1 – Durée du marché

Le marché prend effet à compter :

- pour la tranche ferme à compter de la date de notification du présent contrat, et, prend fin à la date de validation, par l'administration, de l'achèvement des prestations et des documents prévus par le marché.
- pour les tranches optionnelles à compter de la date de notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle et, prend fin à la date de validation, par l'administration, de l'achèvement des prestations et des documents prévus par le marché.

Si des difficultés rencontrées dans l'exécution des prestations le justifiaient, les délais contractuels d'exécution des prestations pourraient être prolongés pour une durée qui sera appréciée par le pouvoir adjudicateur par avenant. Le titulaire devra en ce cas lui faire connaître, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception motivant sa demande, avant l'expiration du délai contractuel, la cause qui met obstacle à l'exécution des prestations dans les limites de temps prévues, selon les dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

8.1 – Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution de chaque est précisé dans l'acte d'engagement du marché

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS : VOIR CCTP

ARTICLE 10 – DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLES : VOIR CCTP

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Lorsque le titulaire du marché détecte une inexactitude, une incohérence ou une imprécision dans le cadre des informations, éléments et documents remis par la DRAC Nouvelle-Aquitaine, le titulaire du marché en informe la DRAC Nouvelle-Aquitaine. À défaut, le titulaire du marché ne pourra pas s'appuyer sur des imprécisions pour justifier des retards et/ou dégager sa responsabilité, en cas de non-conformité des prestations demandées par rapport aux spécifications mentionnées dans le présent CCP et aux délais d'exécution mentionnés dans sa proposition.

Si, du seul fait du titulaire, les délais d'exécution des prestations prévues dans le calendrier du titulaire sont dépassés, celui-ci encourt sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité calculée en application de l'article 14 du CCAG-FCS, par la formule suivante :

$$P = (V * R) / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard

ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Ces pénalités seront déduites du montant restant dû par le pouvoir adjudicateur ou feront l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation.

Si le montant des pénalités est supérieur au montant du marché, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation aux torts du titulaire.

ARTICLE 12 – PRIX

Le présent contrat est conclu à prix forfaitaire ferme.

Le prix comprend :

- la fourniture des prestations et des livrables ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais de déplacements et de séjour induits par la prestation, les dépenses relatives à la rémunération du personnel que le titulaire de la commande estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais prévus ;
- la cession de droits de propriété intellectuelle des contributions réalisées en exécution du présent marché.

L'Euro est la monnaie de compte du marché.

Conformément aux articles R. 2112-9 à R. 2112-12 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement des prix et la date d'effet de la décision prescrivant le commencement des prestations, une actualisation sera prise en compte. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date d'effet de la décision prescrivant le commencement des prestations.

La formule d'actualisation sera : $P = P_o (I_n / I^o)$ dans laquelle :

P = le prix actualisé

P_o = le prix initial

I = le code de l'index Ingénierie

Le dénominateur représente l'index du mois zéro (I^o).

Le numérateur représente le même index à la date d'effet de la décision prescrivant de commencer les prestations, moins trois mois (I_n).

Les prix ainsi calculés seront invariables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature par l'entreprise de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé le mois zéro.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du

prestataire faisant l'objet du contrat est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 2010) publié au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ainsi qu'au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

ARTICLE 13 – RÈGLEMENT

13.1. – Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial de la tranche considérée est au moins égal au seuil fixé par l'article R. 2191-3 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Son montant est égal :

- pour les lots dont le délai d'exécution ne dépasse pas un an, à trente pour cent (30 %) du montant initial TTC du marché; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- pour les lots dont le délai d'exécution, dépasse un an, au produit par 12/N de trente pour cent (30 %) du montant initial TTC du marché; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (N étant le délai d'exécution exprimé en mois).

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois, compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des travaux et des approvisionnements existants sur le chantier, qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse cinquante pour cent (50 %) du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant du marché ; article R. 2191-14 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés publics.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement, sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance ; ce prestataire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

13.2. – Facturation

Les prix facturés sont ceux figurant dans la proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Les demandes de paiement sont établies selon une périodicité mensuelle. L'échéancier des paiements est défini à partir du calendrier contractuel des prestations établies par le titulaire et validé par le pouvoir

adjudicateur.

Afin d'établir le service fait, un exemplaire de la facture sera transmis par mail à M. Michel BRISTOT (michel.bristot@culture.gouv.fr) pour visa avant dépôt dans le logiciel comptable.

Le projet de décompte devra être établi en prenant en compte l'ensemble des quantités du bordereau de prix unitaires ou du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire sur lequel il sera appliqué un pourcentage d'exécution.

En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les prestataires devront désormais déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Dans chorus pro, le dépôt de la facture se fera à partir de l'onglet « Factures émises » puis « Dépôt de factures », le cadre de facturation sera le cadre A1 : dépôt par fournisseur d'une facture simple. Le code du service exécutant est le CGF0000086 et le code SIRET État est le 11000201100044.

De plus sur chaque facture doivent obligatoirement mentionner dans son intégralité le numéro d'engagement (N° EJ CHORUS) indiqué à la première page de l'acte d'engagement.

13.3. – Paiement

Le titulaire recevra des paiements en contrepartie de l'exécution des prestations, après remise de la facture mensuelle, et validation par le pouvoir adjudicateur des documents prévus par le marché, selon l'état d'avancement des prestations.

Si du fait du titulaire du marché, il ne peut être procédé :

- à toutes les opérations nécessaires au paiement,
- ou si l'acceptation de la prestation n'est pas effective.

Le délai de paiement sera suspendu pour une durée égale au retard qui en résulte. La facture sera adressée en retour au titulaire avec les motifs du rejet de la prestation. Une nouvelle facture à la date actualisée sera émise après acceptation des actions correctrices demandées.

Le délai global de paiement dont dispose la personne publique est fixé à trente jours à compter de la réception de la demande du titulaire accompagnée des justifications mentionnées ci-dessus par virement au

compte du titulaire.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, par le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai suivant les modalités fixées par l'article R. 2192-31 à R. 2192-36 du Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces marchés d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE GARANTIE

Le titulaire du marché garantit au Pouvoir adjudicateur qu'au jour de la cession ci-dessus définie, il n'a été inséré dans les résultats aucune réminiscence ou reproduction susceptible de violer les droits de tiers, et de donner notamment lieu à des demandes et actions en contrefaçon, plagiat, copie servile, atteinte au droit à l'image des personnes, responsabilité civile, et plus généralement de nature à troubler l'exploitation paisible des droits cédés.

En conséquence, le Titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure, quelles qu'en soient les formes et natures, formée contre le Pouvoir adjudicateur par un tiers, et qui se rattacherait directement ou indirectement aux droits cédés par le présent contrat.

A cet effet, le Titulaire s'engage à intervenir volontairement si nécessaire à toutes les instances engagées contre le Pouvoir adjudicateur, à le garantir de toutes les condamnations qui seraient prononcées contre lui à cette occasion, ainsi qu'à prendre à sa charge les frais de toute nature dépensés par le Pouvoir adjudicateur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

Si pour une raison quelconque, le titulaire du marché se trouve empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, la commande sera résiliée de plein droit, quinze jours après que le titulaire aura envoyé au pouvoir adjudicateur une lettre recommandée motivée avec demande d'avis de réception.

Le pouvoir adjudicateur se réserve les mêmes droits, et selon la même procédure, en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 17 – LITIGES

Le règlement des différends ou litiges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire se fait dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

En cas de litige contentieux, l'autorité compétente sera le Tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Toutes les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent CCAP.

Établi par le représentant du pouvoir adjudicateur

À _____, le

Le titulaire,
(*lu et approuvé*)